

DÉCLARATION

Les organisations de solidarité internationale dénoncent la baisse de l'aide publique au développement française

L'évolution récente de l'aide publique au développement (APD) française soulève de nombreuses craintes parmi les organisations de solidarité internationale françaises. Ainsi, le Président de la République n'a pas repris à son compte l'engagement de son prédécesseur de consacrer, d'ici 2012, 0,7% du Revenu national brut (RNB) de la France à l'APD. M. Sarkozy a préféré s'en tenir à l'engagement européen, fixant cet objectif à 2015. **Les signataires de cette déclaration déplorent ce recul, qui signifie un manque de 12 milliards d'euros d'ici 2012 pour la lutte contre la pauvreté.**

De plus, l'APD française a connu une forte chute en 2007, passant de 0,47% du RNB en 2006 à seulement 0,39% en 2007. Or, rien ne laisse présager que cette baisse, qui s'explique par le recul des allègements de dettes, soit ponctuelle. Pour tenir l'engagement européen, les crédits du budget de l'Etat devraient augmenter de plus d'un milliard d'euros par an jusqu'en 2015. Au contraire, les crédits sont en baisse en 2008 et la programmation de ressources nouvelles reste insuffisante au regard des objectifs fixés. **Dans un contexte budgétaire contraint, l'APD ne doit pas servir de variable d'ajustement.**

L'APD figurera en bonne place de l'actualité de l'année 2008. En septembre, le troisième forum à haut niveau d'Accra sera l'occasion, après l'adoption de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en 2005, de tirer un premier bilan de sa mise en œuvre. Deux mois plus tard, la communauté internationale se retrouvera à Doha pour la Conférence de suivi sur le financement du développement, six ans après la Conférence internationale sur le financement du développement de Monterrey. **La France, qui assurera la Présidence de l'Union européenne au second semestre 2008, jouera donc un rôle clé lors de ces deux événements.**

Nous demandons donc au Président de la République et au gouvernement français de :

- **Répondre à l'appel de la Commission européenne de mettre en place un calendrier d'augmentation de l'APD jusqu'en 2015**

Seul un engagement fort, avec **l'adoption d'un calendrier contraignant fixant un objectif annuel d'APD de 2009 jusqu'en 2015** peut garantir qu'elle demeurera une priorité politique –et donc budgétaire- de l'Etat. La France s'est engagée dans un processus de programmation pluriannuelle de son budget, dont le premier exercice portera sur la période 2009-2011. Celui-ci demeure toutefois insuffisant puisqu'il ne permettra pas de sécuriser les crédits d'aide publique au développement. La Commission européenne a appelé récemment les Etats membres de l'Union européenne à présenter un plan pluriannuel indiquant les hausses précises prévues année après année. Pour être crédible, lorsqu'elle prendra la présidence de l'UE, la France doit montrer l'exemple.

- **Clarifier les objectifs de la politique de coopération au développement française**

La France devrait adopter un document stratégique à moyen terme définissant les orientations de sa politique de coopération au développement. A ce jour, la France ne dispose en effet d'aucune stratégie globale. Un tel document devra redonner sa place fondamentale à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, conformément au Consensus européen pour le développement adopté en 2005 par l'Union européenne. Le gouvernement devra garantir que ces orientations soient respectées et ne soient pas brouillées par d'autres objectifs. Il est inacceptable que les actions de développement soient détournées de leur objectif premier pour servir de moyen de pression sur les migrants, établis dans notre pays, ou de monnaie d'échange dans la négociation d'accords bilatéraux de « gestion concertée des flux migratoires ».

Coordination SUD, coordination et contacts

Florent Sebban, responsable du programme APD - sebban@coordinationsud.org

Katia Herrgott, chargée de mission APD - herrgott@coordinationsud.org

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14 passage Dubail · 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72 · Fax. 01 44 72 93 73

www.coordinationsud.org · sud@coordinationsud.org

Liste des collectifs et ONG signataires de la Déclaration

- CLONG-Volontariat, 14 membres
- CNAJEP – Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 69 membres
- Coordination d'Agen, 14 membres
- CRID – Centre de recherche international sur le développement, 53 membres
- FORIM – Forum des organisations issues des migrations, 700 membres
- Groupe Initiatives, 8 membres

- Aide et Action
- AIDES
- AITEC
- AFVP – Association française des volontaires du progrès
- Alliance des éditeurs indépendants
- L'APPEL
- Asmae – Association Sœur Emmanuelle
- AVSF – Agronomes et vétérinaires sans frontières
- Bolivia Inti – Sud Soleil
- CARE France
- CCFD – Comité catholique contre la faim et pour le développement
- CFSI – Comité français pour la solidarité internationale
- CIDR - Centre International de Développement et de Recherche
- Cimade
- Comité PECO
- DCC – Délégation catholique pour la coopération
- Defap
- Eau Vive
- Electriciens sans frontières
- Emmaüs International
- Enfants et développement
- Equilibres et Populations
- ESSOR
- FECODEV - Femmes et Contributions au Développement
- Fédération Artisans du Monde
- Frères des hommes
- GERES – Groupe Energies renouvelables, Environnement et Solidarités
- GRDR – Groupe de recherches et de réalisations pour le développement
- GREF – Groupement des retraités éducateurs sans frontières
- GRET – Groupe de recherche et d'échanges technologiques
- Guilde européenne du raid
- Handicap International
- HELIO International
- IDD – Immigration Développement Démocratie
- IECD - Institut Européen de Coopération et de Développement
- Initiative Développement
- IRAM - Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement
- Ligue de l'Enseignement
- Médecins du Monde
- Mouvement Français pour le Planning Familial
- OPALS – Organisation panafricaine de lutte contre le sida
- Oxfam France – Agir Ici
- Partage
- Pharmaciens Sans Frontières Comité International
- Pompiers sans frontières
- Première Urgence
- Prisonniers sans frontières
- Réseau Euromed France
- Réseau Foi & Justice Afrique – Europe
- Réseau Médicaments et Développement
- Ritimo - Réseau des centres de documentation et d'information pour le développement et la solidarité internationale
- Santé Sud
- Secours catholique
- Service de coopération au développement
- Sidaction
- Solidarité Laïque
- Solidarité Sida
- SOLTHIS
- Tourisme & Développement Solidaires
- UNHAJ - Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes
- Unmfreo - Union des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation
- World Vision France

- WWF